

DREAL Occitanie
Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency - CS 69007
34064 Montpellier

Montpellier, le 30 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



GSM

lieu-dit l'Arbousier Ouest
34160 CASTRIES

Références : UD34/H3/MT/2022/095

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement GSM implanté lieu-dit l'Arbousier Ouest 34160 CASTRIES. L'inspection a été annoncée le 06/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- lieu-dit l'Arbousier Ouest 34160 CASTRIES
- Code AIOT dans GUN : 0006600949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non

La carrière de calcaire est autorisée jusqu'en 2026 pour une production maximale de 600 000 t/an. Les matériaux produits sont transformés en granulats dans les installations implantées sur le site de la carrière. GSM a obtenu en mars 2022 une autorisation d'extension pour la création d'une plateforme de stockage de matériaux. Les travaux correspondants n'ont pas encore été mis en oeuvre à ce jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Evolution du phasage d'exploitation
- Impacts visuels
- Eaux souterraines,
- Tirs d'explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Suite demandée par l'inspection
Mesure des vibrations	Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 6.3.4	Définir les modalités de tirs assurant la sécurité de la conduite d'eau, en lien avec Véolia
Piezomètres	Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 3.10	Dépot d'un Porter à connaissance

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Stocks de matériaux	AP Complémentaire du 19/07/2007, article 2
Respect des caractéristiques d'exploitation	AP Complémentaire du 19/07/2007, article 1
Tirs d'explosifs	AP Complémentaire du 17/12/2013, article 1
Tirs d'explosifs	AP Complémentaire du 17/12/2013, article 1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'enjeu principal est lié à l'important stockage de sable situé au Nord, qui cause une nuisance visuelle depuis la commune de Guzargues.

Ce dépôt pourra être supprimé avec la réalisation de la future plateforme de stockage autorisée en mars 2022.

Par ailleurs, l'exploitant devra apporter à l'inspection des éléments d'appréciation concernant le remplacement éventuel du piézomètre PZ1-4 qui sera détruit par les travaux d'extraction, et concernant les modalités de surveillance des vibrations au droit de la canalisation d'eau de Véolia qui passe à proximité du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Stocks de matériaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/07/2007, article 2
Thème(s) : Stocks de matériaux
Prescription contrôlée : Les stocks de matériaux provisoires réalisés sur la zone Nord de la carrière sont éliminés avant le 31 décembre 2008. Les stocks de matériaux jouxtant les installations de traitement de matériaux pendant l'exploitation de la carrière ne dépassent pas en hauteur celle des merlons de protection destinés à réduire l'impact visuel des communes avoisinantes.
Constats : Comme constaté lors de la visite de l'an passé, la hauteur du stock de sable situé en zone Nord de la carrière est d'environ 148 m NGF. Dépassant la hauteur des merlons à l'Ouest, il présente un impact visuel depuis les hauteurs du village de Guzargues à l'Ouest. GSM indique la quasi-totalité de ces matériaux sera utilisée pour la création de la plate-forme de stockage qui a été autorisée par arrêté préfectoral du 2 mars 2022. L'exploitant souhaite s'assurer de l'absence de recours administratif avant d'entreprendre les travaux.
Observations : Par conséquent, le stock qui existe depuis des années sur le gradin à la cote 135 m NGF au Nord de la carrière, est appelé à être éliminé avec la mise en place de la plate-forme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect des caractéristiques d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/07/2007, article 1
Thème(s) : Respect des caractéristiques d'exploitation
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est prolongée jusqu'au 30 décembre 2026. Capacité maximale annuelle à extraire: 600 000 tonnes. La cote de fond de fouille est fixée à 96 m NGF au Nord d'une droite allant de l'angle Nord-Ouest de l'emprise prévue pour les produits finis à l'emplacement du piézomètre Pz1-5; 90 m NGF au Sud de cette ligne de référence.
Constats : Du fait d'une production de l'ordre de 200 000 t/an depuis plusieurs années, c'est-à-dire bien en-dessous de la limite fixée, le gisement résiduel permettra de prolonger la durée d'exploitation de plusieurs années. L'exploitant envisage de déposer avant l'échéance de son arrêté une demande de prolongation. Au vu du plan mis à jour en septembre 2021, les travaux sont actuellement menés pour la création d'un carreau à 105 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tirs d'explosifs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/12/2013, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Tirs d'explosifs
Prescription contrôlée : Par exception, et afin d'obtenir des niveaux de vibrations compatibles avec l'usage futur du casier n° 2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), la charge unitaire des tirs de mines est limitée, à proximité du délaissé rocheux destiné à servir de digue de maintien au casier précité, aux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pour le front supérieur à la cote de fouille 105 m NGF : la charge unitaire des mines, en fonction de la distance au profil de la digue, doit être inférieure ou égale à :<ul style="list-style-type: none">• 42 kg à plus de 40 m ;• 22 kg entre 40 m et 16 m ;• 12 kg entre 16 m et 8 m ;• 4,4 kg, et pré-découpage, en dessous de 8 m. [...] Une fois le casier aménagé (barrières de sécurité mises en place), une distance minimale de 25 mètres est conservée en toutes circonstances entre la zone de tirs et les dispositifs d'étanchéité de l'installation de stockage.
Constats : Les conditions de mise en œuvre des tirs de mines réalisés en mai 2022 ont été vérifiées. Il a été constaté que l'exploitant a pris les dispositions nécessaires pour respecter les charges maximales unitaires fixées par l'arrêté, en fonction des distances d'éloignement par rapport à au casier de déchets. En effet il avait été constaté lors de l'inspection de 2021 que les charges maximales autorisées étaient dépassées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 6.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure des vibrations
Prescription contrôlée : Annuellement un contrôle sismique sera réalisé par un organisme externe dont le choix devra avoir reçu l'accord de l'inspecteur des installations classées. Les points contrôlés seront situés au château d'eau, dans le lotissement des Brebières à Guzargues et au Mas de Figaret. [...] Les vibrations devront être au plus égales aux valeurs suivantes: - entre 1 et 5 Hz: niveau de vibration égal à la valeur de la fréquence - entre 5 et 30 Hz: 5 mm/s - >30 Hz: 10 mm/s [...] Zone des châteaux d'eau : Elle est limitée par un cercle de 450 m de rayon centré sur celui des châteaux d'eau existants au nord de l'exploitation, situé au plus près du tir. Lorsque la zone d'extraction l'atteindra : - une mesure de vibration devra être effectuée à chaque tir par un capteur de vibration adapté [...]. Ce matériel sera placé au plus près du château d'eau et de la canalisation la plus proche du tir.
Constats : Les rapports de mesures de vibrations correspondants aux tirs réalisés en mai 2022 et le 07/03/22 ont été vérifiés lors de l'inspection. Il a été constaté le respect des exigences en matière de surveillance des vibrations. Toutefois, GSM attire notre attention sur la difficulté technique de réaliser des mesures représentatives au droit de la canalisation la plus proche du tir, comme exigé par l'arrêté. En effet la canalisation d'eau publique à l'Ouest de la carrière étant enterrée, et placée sur un lit de matériau meuble, les relevés par un sismographe placé en surface sur la roche calcaire ne sont pas représentatifs des effets sur l'ouvrage. L'inspection demande donc à GSM de se rapprocher du gestionnaire de la conduite d'eau (Véolia), afin de recueillir ses préconisations en matière de travaux à proximité de ses ouvrages.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2000, article 3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
Prescription contrôlée : L'exploitant mettra en œuvre des moyens de surveillance de ses eaux résiduaires et de leurs effets sur l'environnement lui permettant de connaître les flux rejetés et les concentrations avec une précision et dans des délais suffisants pour agir sur la conduite et le réglage des installations, en cas de dérive. Ces actions garantiront le respect des normes de rejet.
Constats : Les résultats du suivi piézométrique (qualitatif et quantitatif) ont été vérifiés. L'exploitant attire l'attention sur la nécessité de détruire le piézomètre PZ1-4 situé à l'Ouest, car il est situé sur une zone à extraire prochainement. L'inspection demande à GSM de déposer un plan à connaissance concernant cette modification, comportant un avis de l'hydrogéologue agréé sur la mise en place éventuelle d'un piézomètre de remplacement. En effet le réseau piézométrique étant utilisé à la fois pour le suivi des effets potentiels de la carrière et de l'ISDND sur les eaux souterraines, il est nécessaire de s'assurer que le réseau de surveillance de la nappe restera efficace.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet